



**PRÉFET
DU CANTAL**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes**

Préfecture du Cantal

**Arrêté préfectoral N° 2023-1528
portant mise en demeure de régulariser sa situation réglementaire,
la Société des Chaux de Montmurat, exploitant une carrière sur la
commune de Montmurat**

Le préfet du Cantal,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.172-1, L.511-2, L. 512-1, L. 514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour l'environnement et notamment la rubrique 2510-1 – Exploitation de carrières ;

Vu le décret n°2014-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2022 du président de la République portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT, préfet du Cantal ;

Vu le décret du président de la République en date du 31 mars 2023 portant nomination de Madame Elodie MAREAU, secrétaire générale adjointe de la préfecture du Cantal ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-528 du 22 avril 2013 autorisant la société des Chaux de Montmurat à exploiter une carrière et ses activités sur la commune de Montmurat ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 17 avril 2023 ;

Vu le courrier de l'exploitant du 07 juin 2023 exposant les mesures envisagées pour lever les non-conformités relevées dans le rapport de l'inspection des installations classées ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 31 juillet 2023 portant sur le courrier de réponse de l'exploitant ;

Vu le projet d'arrêté de mise en demeure notifié à la société des Chaux de Montmurat par courrier recommandé avec accusé de réception du 07 août 2023 ;

Vu les observations émises par l'exploitant par courrier du 21 août 2023 sur le projet d'arrêté de mise en demeure ;

Considérant la non-conformité majeure relevée dans le rapport d'inspection du 17 avril 2023, portant sur l'arrêt depuis plusieurs années de l'exploitation du four à chaux, rendant l'autorisation de rubrique 2520 caduque, et de son installation connexe (stockage coke, rubrique 1520 en déclaration) ;

Considérant que la caducité impose d'elle-même, conformément à l'article R 181-48 du code de l'environnement et à l'article 24 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013, la mise en œuvre de la procédure de cessation réglementaire prévue à l'article R 512-39 ;

Considérant non recevable la proposition de l'exploitant renvoyant à un éventuel futur plan d'investissement ;

Considérant la non-conformité majeure relevée dans le rapport d'inspection du 17 avril 2023, portant sur le défaut d'entretien du bâtiment de stockage de matériaux bruts, le rendant instable ;

Considérant que l'installation, étant à l'arrêt depuis plus de trois ans et n'étant pas utilisable en l'état, sa remise en fonction nécessitera en préalable une nouvelle autorisation ;

Considérant que les propositions de l'exploitant sur ces points, renvoyant les mesures correctives à un futur plan d'investissement, sont insuffisantes ;

Considérant les autres non-conformités relevées dans le rapport d'inspection du 17 avril 2023, portant sur le défaut de suivi d'exploitation de carrière et notamment l'entretien des clôtures et du bassin d'orage, les contrôles annuels sur les poussières, les rejets d'eau et les installations électriques,

Considérant les atteintes aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Mme la secrétaire générale adjointe,

ARRÊTE

Article 1 – Cessation de l'installation « Four à Chaux » et ses annexes

La SA « Société des Chaux de Montmurat » est mise en demeure de régulariser sa situation administrative en procédant à la cessation de l'installation classée dans la rubrique 2520 sous le régime de l'autorisation (four à chaux) et de son annexe classée sous la rubrique 1520 sous le régime de la déclaration (stockage de coke), conformément aux articles R 512-39 et suivants du code de l'environnement.

Article 2 – Mise en sécurité du bâtiment dédié au séchage de matériaux bruts

La SA des Chaux de Montmurat est mise en demeure de sécuriser le bâtiment dédié au séchage de matériaux bruts dans l'attente de sa réhabilitation complète.

Article 3 – Suivi d'exploitation

La SA des Chaux de Montmurat est mise en demeure de procéder aux contrôles et analyses requis en matière de suivi d'exploitation, prescrits dans l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 portant sur les rejets d'eau (article 9.5), les émissions de poussières (article 10.8), le contrôle des installations électriques (article 15.1) et la rectification de hauteur de front (article 5.2).

Article 4 – Délais de mise en œuvre

Les dispositions requises dans les articles 1, 2 et 3 du présent arrêté doivent être réalisées avant le 31 décembre 2023.

Article 5 – Sanctions

Dans le cas où l'une ou plusieurs des obligations prévues aux articles 1 à 3 du présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus à l'article 4, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, des sanctions administratives telles que l'astreinte administrative ou l'amende administrative.

Article 3 – Délais et voies de recours

En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.

Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.

Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.

Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63 033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>

Article 5 – Publication

En vue de l'information des tiers et conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Montmurat et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de Montmurat pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Cantal pendant une durée minimale d'un mois.

Article 5 – Exécution

La secrétaire générale adjointe de la préfecture du Cantal, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et les inspecteurs de l'environnement de l'unité inter-départementale Cantal-Allier-Puy-de-Dôme de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Aurillac, le 27 SEP. 2023

Le préfet,



Laurent BUCHAILLAT,